

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Fourniture de contenants, collecte, transport,
traitement, et valorisation des déchets du CHU de
Bordeaux et Centre Hospitalier Charles Perrens**

Le présent document comporte deux annexes.

N° du CCAP : 25FHPFGA237

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Protection des données à caractère personnel.....	6
5 - Durée et délais d'exécution	7
5.1 - Durée du contrat et délais d'exécution	7
5.2 - Reconduction	7
5.3 - Clause de réversibilité et de continuité de service en fin de marché.....	7
6 - Prix.....	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
6.2 - Modalités de variation des prix	8
6.3 – Offres promotionnelles	9
7 - Garanties Financières	10
8 - Avance	10
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	10
8.2 - Garantie financière de l'avance	10
9 - Modalités de règlement des comptes.....	10
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
9.3 - Délai global de paiement	11
9.4 - Paiement des cotraitants	11
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	11
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	12
11 - Développement durable	13
12 - Constatation de l'exécution des prestations	13
12.1 - Vérifications	13
12.2 - Décision après vérification	14
13 - Maintenance.....	15
14 - Pénalités.....	15
14.1 - Pénalités de retard.....	15
14.2 – Autres pénalités.....	16
14.3 – Pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion	17
15 - Assurances	18
16 - Clause de réexamen	18
17 - Résiliation du contrat.....	19
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	19
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	20
18 - Règlement des litiges et langues.....	20
19 – Clause d'insertion sociale pour le lot 1 uniquement.....	20
19.1 – Condition d'exécution relative à l'insertion de personnes éloignées de l'emploi	20
19.2 - Publics éligibles.....	21
19.3 - Les modalités de mise en œuvre.....	22
19.4 - Coordonnées du facilitateur.....	22
19.5 – Suivi et contrôle de l'action d'insertion.....	23
19.6 – Difficultés éventuelles de réalisation	23

19.7 - Respect de la réglementation RGPD	23
19.8 – Difficultés éventuelles de réalisation	24
20 - Clauses complémentaires	24
20.1 – Cession de l'accord-cadre	24
20.2 - Les données administratives	25
20.3 - Stipulations relatives à l'application des conditions générales de vente.....	25
20.4 – Bilan semestriel.....	25
21 – Plan de progrès.....	25
22 - Obligation d'égalité, de laïcité et de neutralité.....	26
23 - Dérogations.....	26
ANNEXE 1	28
ANNEXE 2	29

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Fourniture de contenants, collecte, transport, traitement, et valorisation des déchets du CHU de Bordeaux et Centre Hospitalier Charles Perrens

Le présent marché vise à permettre la bonne gestion des déchets :

- du CHU de Bordeaux
- du CH Charles Perrens

Pour ces deux établissements, le titulaire doit assurer :

- la location, la maintenance, et le lavage des contenants de collecte
- la mise en place d'un circuit de collecte optimisé
- le traitement et la valorisation des déchets
- la fourniture des données et documents associées à la traçabilité et reporting.

L'établissement support du GHT Alliance de Gironde est le CHU de Bordeaux. Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque adhérent, établissement partie, doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Les lieux d'exécution des établissements membres du GHT Alliance de Gironde (support et partie) sont listés en annexe 2 du CCAP.

Les lieux de livraison seront inscrits sur chaque bon de commande.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 11 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Déchets assimilés aux ordures ménagères (DAOM) du CHU de Bordeaux et du CH Charles Perrens
02	Déchets papiers, cartons, et films plastiques du CHU de Bordeaux et du CH Charles Perrens
03	Archives Confidentielles du CH Charles Perrens
04	Biodéchets du CH Charles Perrens
05	Déchets industriels banals (DIB) du CHU de Bordeaux
06	Déchets bois du CHU de Bordeaux
07	Déchets verts du CHU de Bordeaux
08	Déchets métaux, ferrailles du CHU de Bordeaux
09	Déchets palettes du CHU de Bordeaux
10	Déchets industriels banals, encombrants, déchets verts, bois, ferraille en mélange du CH Charles Perrens
11	Déchets Métaux du CH Charles Perrens

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison et d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG - FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :

Annexe 1 : Engagement de la société sur la clause sociale d'insertion

Annexe 2 : Désignation des co-traitants et répartition des prestations.

Annexe 3 : Liste des comptables assignataires

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :

Annexe 1 : Nombre d'heures d'insertion à réaliser

Annexe 2 : Liste des établissements du GHT Alliance Gironde

- Le bordereau des prix unitaires (BPU) de chaque lot

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

Annexe 1 : Lot 1 Etat du parc du CHU

Annexe 2 : Plan de repérage CH Charles Perrens

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Actions de communication et diffusion d'informations :

Les produits, prestations, et lieux liés à l'accord-cadre pouvant être sensibles, il est important que tout échange d'informations durant l'exécution soit uniquement destiné aux personnes prévues comme interlocuteur sur ce marché.

Toute communication sur les prestations objet de l'accord-cadre doit être validée par l'autre partie contractante. Toute mention/diffusion de photo, personne, document, ou tout autre élément protégé ou non de l'acheteur ou du titulaire doit auparavant obtenir l'accord de l'autre partie.

Les prestations sont soumises aux mesures de sécurité suivantes, conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS :

Pour toutes les prestations effectuées sur site, le personnel du prestataire doit pouvoir justifier de son appartenance à l'entreprise titulaire. Il doit être muni :

- d'une carte d'identité ;
- d'un badge établi par l'entreprise ;

- le cas échéant d'une autorisation d'accès ou d'un badge établi par l'établissement hospitalier.

Le titulaire doit également respecter les mesures d'accès à chaque établissement du GHT. Pour tous les sites/locaux du GHT nécessitant une autorisation d'accès, un badge, ou une clé le prestataire devra se rapprocher du service de sûreté de l'établissement (pour le CHU de Bordeaux, les éléments sont détaillés ci-dessous) :

Des moyens d'accès CHU (carte, clé, tag, code...) peuvent être remis à un prestataire ou intervenant extérieur au CHU pour faciliter son activité et lui permettre d'accéder à des zones contrôlées.

Ces moyens d'accès demeurent la propriété du CHU de Bordeaux et peuvent être retirés en cas de non-respect de leur utilisation ou du règlement intérieur, sans faire obstacle aux poursuites pénales et exclusions qui peuvent être engagées.

Les moyens d'accès sont remis contre les cautions et les renseignements préalables obligatoires (identité de chaque détenteur etc.). La délivrance d'une carte CHU à un personnel est soumise à la fourniture préalable d'une photo récente, au format identité, qui sera imprimée sur la carte.

Ces informations, comme toute ouverture de compte, font l'objet d'une déclaration dans le Système d'Information Hospitalier (respect du RGPD).

La présentation d'une pièce d'identité du détenteur est obligatoire lors du retrait d'une carte CHU.

La carte CHU est strictement personnelle et ne peut être ni prêtée, ni échangée, ni cédée à un tiers. Le prestataire doit informer son référent CHU de l'emploi, même de manière temporaire, de tout nouvel agent sur le domaine hospitalier.

La carte CHU doit être portée de manière apparente, par tous les détenteurs, son port permanent est obligatoire sur les sites du CHU. Toute personne doit faciliter les éventuelles opérations de contrôle et présenter sa carte CHU aux agents de sûreté qui le sollicitent.

D'une manière générale, la carte CHU est utilisée pour tout accès et passage et, sous peine d'engager sa responsabilité, aucun agent n'est autorisé à faciliter l'entrée d'une personne dépourvue d'un moyen d'accès CHU ou dont la carte ou la clé semble inactive ou non autorisée.

Tout moyen d'accès, dont la carte d'accès CHU, est délivré pour une durée limitée. Il doit être utilisé dans le strict cadre de la mission, dans les jours et créneaux horaires autorisés. Ce moyen est obligatoirement restitué au CHU, de manière formalisée, à la fin de contrat ou de l'intervention.

Toute perte, vol, dégradation ou destruction d'un des moyens d'accès doit faire l'objet d'un signalement sans délai au service sûreté et au référent CHU de la prestation. Dans certaines circonstances et notamment de vol, un dépôt de plainte auprès des services de police s'impose au dernier détenteur de ce moyen.

Un nouveau moyen d'accès pourra être remis, moyennant une contribution financière (tarif en vigueur au CHU de Bordeaux). En cas de perte, vol, non remise, dégradation ou destruction de la carte CHU, le montant de la caution d'une carte (tarif en vigueur au CHU de Bordeaux) sera retiré pour chaque carte manquante en fin de contrat/mission, et le remplacement des clés perdues et serrures correspondantes sera facturé.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification.

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 3 ans.

Démarrage des prestations :

- Pour les lots 01 et 02 : L'exécution des prestations débute le 1er janvier 2026. La notification de ces lots est estimée au 1^{er} décembre 2025.
- Pour les lots 05, 06, 07, 08, 09 : L'exécution des prestations débute un mois après la date de notification.
- Pour les lots 03, 10, 11 : L'exécution des prestations débute le 15 août 2026.
- Pour le lot 04 : L'exécution des prestations débutera le 8 mai 2026.

Le mois prévu entre la notification et le début d'exécution est un mois de préparation du marché pour le prestataire et l'acheteur.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 1. La durée de chaque période de reconduction est de maximum 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

L'accord-cadre est également reconduit tacitement et de manière anticipée dans l'hypothèse où le montant maximum de la période est atteint avant la fin de cette dernière. Dans ce cas, en cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire de sa décision avant l'atteinte de 80% de consommation du montant maximum.

5.3 - Clause de réversibilité et de continuité de service en fin de marché

Afin d'assurer la continuité des prestations et une transition optimale à l'issue du présent marché, le Titulaire s'engage à collaborer étroitement avec le titulaire entrant désigné dans le cadre du nouveau marché.

À ce titre, durant une période transitoire précédant la fin du présent contrat, les titulaires sortants et entrants s'organiseront conjointement, en lien avec l'acheteur, pour :

- Assurer sans interruption les prestations prévues jusqu'à la date de fin du marché en cours ;
- Mettre en œuvre les opérations nécessaires à la sortie progressive du parc matériel existant ;
- Permettre l'entrée et l'installation du nouveau parc matériel, dans le respect des exigences techniques, de sécurité et de confidentialité du marché ;
- Échanger toute information utile à la reprise des activités par le nouveau titulaire, dans la limite des obligations de confidentialité applicables.

Pour que la transition puisse se réaliser correctement, le prestataire sortant et le prestataire entrant devront communiquer à l'acheteur, sous forme d'un document soumis à sa validation, l'organisation choisie ensemble afin de pouvoir émettre les bons de commandes adaptés. Ce document déterminera la responsabilité de chacun durant cette période de transition.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix des prestations comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre et prévues dans le CCTP et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- la maintenance,
- l'assurance,
- le stockage,
- la gestion des déchets et son élimination,
- le transport jusqu'au lieu de livraison, de collecte et de lavage,
- le transport du lieu de collecte jusqu'au centre de traitement,
- les prestations de vérification,
- la documentation technique, de traçabilité et de reporting associées aux prestations
- les évolutions techniques,
- les frais afférents à la reprise du matériel en fin de contrat,
- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Révision des prix de fournitures, collecte, transport et traitement :

Les prix de fournitures, collecte, transport et traitement peuvent être révisés semestriellement selon les conditions suivantes :

Indice et formule :

I1	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution (NAF rév. 2 section E) - Base 100 en décembre 2008	Identifiant 001565187	https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565187
I2	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.00 – Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération de matériaux Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes -	Identifiant 010764301	https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764301
I3	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Total HS – Ensemble des services Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes -	Identifiant 010766502	https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766502

La révision des prix se fera par application du coefficient C_n aux prix initiaux de l'accord-cadre.

Avec le coefficient de révision calculé selon la formule suivante :

$$C_n = 0,4*(I1_{(n)}/I1_{(0)}) + 0.4*(I2_{(n)}/I2_{(0)}) + 0.2*(I3_{(n)}/I3_{(0)})$$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les titulaires du marché s'engagent, sous peine de forclusion, à notifier leur tarif (ou leur nouveau barème) au pouvoir adjudicateur de l'établissement support avec un préavis de 1 mois par mail avec accusé de réception à l'adresse suivante : achat.p2h@chu-bordeaux.fr

Clause de sauvegarde : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier unilatéralement le marché sans que le fournisseur puisse prétendre à une indemnisation si la hausse des prix est supérieure à 10%.

Rappel : la TGAP étant une taxe, elle n'est pas soumise à révision de prix et dépend des décisions de l'état.

Révision des prix de valorisation / rachat :

Pour les rachats sur mercuriale (lot 2) :

Les prix de valorisation et de rachat peuvent être révisés mensuellement suivant la revue professionnelle et l'indice utilisé par le titulaire, inscrits sur le bordereau des prix unitaires.

$P_{MATIERE} = P_n MATIERE \times Qté MATIERE$
n est l'indice du mois précédent.

Si la revue professionnelle retenue pour servir de référentiel ou d'indice disparaît ou n'est plus à jour, le titulaire et le pouvoir adjudicateur de l'établissement support pourront s'accorder sur la revue de substitution par le biais d'un avenant au contrat.

A défaut d'un accord, la révision prendra en compte la dernière valeur publiée. Le cas échéant, une décote pour frais de mise en balle, de stockage, etc., telle que fixée dans le BPU, minore la valeur de rachat. Cette valeur de décote (Frais unitaire de conditionnement inscrit dans le BPU) est ferme pour toute la durée du marché.

Rappel : la TGAP étant une taxe, elle n'est pas soumise à révision de prix et dépend des décisions de l'état.

Pour les rachats suivant un cours matière (lot 8, 11) :

Les prix de valorisation et de rachat peuvent être révisés à chaque collecte suivant le cours matière utilisé par le titulaire inscrit sur le bordereau des prix unitaires. C'est le cours le jour de la collecte qui sera la montant unitaire de rachat.

Si le cours utilisé pour servir de référentiel disparaît ou n'est plus à jour, le titulaire et le pouvoir adjudicateur de l'établissement support pourront s'accorder sur le cours de substitution par le biais d'un avenant au contrat.

Pour les rachats n'ayant pas d'indice (lot 9) :

Les prix de rachat peuvent être révisés semestriellement, en même temps que la révision des prix de fournitures, collecte, transport et traitement selon les conditions suivantes :

- Le titulaire doit justifier la révision de son prix de rachat avec des éléments factuels et pièces justificatives

6.3 - Offres promotionnelles

Le prestataire peut proposer des prix promotionnels. Il adresse à l'acheteur de l'établissement support sa proposition par tout moyen permettant de lui donner une date certaine (achat.p2h@chu-bordeaux.fr). Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de l'offre, la désignation précise des prestations concernées par la promotion.

Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A de l'article 11.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée lorsque le montant du marché est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du marché si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garantie financière de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Adresse Chorus : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>

Le mode d'emploi Chorus : <https://www.francenum.gouv.fr/guides-et-conseils/pilotage-de-lentreprise/dematerialisation-des-documents/chorus-pro-mode-demploi>

Le dépôt de la facture dans CHORUS doit impérativement faire apparaître :

- Le numéro de marché (indiqué sur l'acte d'engagement)
- Le numéro de commande

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330582300019 (CHU de Bordeaux)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330584900014 (CH Charles Perrens)

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Environnement hospitalier

En raison du caractère sanitaire des établissements à desservir, le titulaire doit veiller à ne pas créer de nuisances dans l'environnement hospitalier. En particulier, il doit effectuer sa prestation dans les meilleures conditions de salubrité et d'insonorité et dans le respect des horaires définis. Les conteneurs doivent être manipulés avec précaution tant pour réduire le bruit que pour éviter les projections de déchets.

A ce titre, le titulaire veille à la parfaite étanchéité des bennes de ses véhicules et des conteneurs afin qu'aucun déchet solide ou liquide ne vienne, en cours de manutention, de collecte ou de transport, souiller les locaux ou la voirie qui, si tel était le cas, devraient être immédiatement nettoyés par ses soins. Le titulaire prendra les dispositions nécessaires afin d'éviter tout envol, déversement ou chute accidentelle de déchets sur la chaussée lors du transport.

L'acheteur interdit au titulaire de repousser à l'égout ou au caniveau les déchets solides déversés accidentellement sur le sol : ceux-ci doivent être ramassés et chargés dans la benne du véhicule.

Dispositions réglementaires générales

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur régissant la procédure complète de collecte, de transport et de traitement et de valorisation des déchets, et tout autre texte à venir, se rapportant à l'objet du présent marché.

Le prestataire informera l'acheteur de toute évolution réglementaire intervenant en cours de marché et se rapportant à l'objet du présent contrat.

Conformité réglementaire du transport et du traitement

L'entreprise titulaire doit être à jour de ses déclarations (déclaration d'activité de transport des déchets, inscription au registre des transports publics).

Les véhicules de transport sont conformes à la réglementation en vigueur (actuelle et à venir) : documents de bord, consignes écrites pour le conducteur, équipement de protection individuel pour le conducteur, vérification réglementaire du véhicule, le cas échéant, justificatif de la location, ...

De même, les chauffeurs doivent être habilités conformément aux prescriptions réglementaires.

Les installations de traitement doivent être autorisée au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Le titulaire prend soin de traiter les déchets de chaque site hospitalier dans les filières autorisées correspondantes, dans le respect de la réglementation en vigueur et en compatibilité avec le Plan Régional d'Élimination des Déchets.

Le titulaire prend également en charge l'élimination (au sens de l'article L.541-2 du Code de l'Environnement) des résidus du traitement des déchets.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le présent marché s'inscrit dans une démarche environnementale globale. Ainsi l'ensemble des centres hospitaliers sont engagés dans une réduction de leur production de déchets et une meilleure valorisation de ces derniers. Le titulaire devra donc être un partenaire actif de cette politique, il doit pouvoir accompagner l'acheteur dans les mesures qu'il souhaite mettre en place, et être force de proposition au vu de son expertise métier.

De manière générale, le titulaire devra penser le cycle de vie des prestations demandées afin qu'il soit le plus vertueux possible.

Concernant les contenants utilisés, le titulaire favorisera la réparation et la réutilisation dès que possible pour éviter les fabrications et productions non nécessaires. Il favorisera l'intégration de matériaux recyclés à ses produits, ou améliorera leur recyclabilité.

Lorsque que cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilisera des produits de lavage sans risque pour l'environnement ou la santé.

La flotte de véhicules utilisés, et les circuits de collecte et transports seront optimisés pour réduire au maximum leur impact environnemental.

La valorisation des déchets devra être la plus optimale possible.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Opérations de vérification

Natures des opérations :

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre et du bon de commande.

Frais de vérification :

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur de chaque établissement.

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG FCS, la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications est la date d'exécution.

Présence du titulaire :

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement des opérations de vérification.

Déroulement des opérations de vérification :

Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné effectue, au moment même de la fourniture et à la fin de l'exécution de service pour les prestations, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples. Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, il notifie au titulaire dans un délai de 31 jours sa décision.

Si aucune décision n'est notifiée, ces prestations sont réputées admises à l'expiration du délai de 31 jours (le point de départ du délai est la date d'exécution des prestations).

Pour les prestations liées à la collecte et au traitement, la fin de l'exécution s'entend après transmission du/des bordereau(x) de suivi des déchets (présentation des tickets de pesées). Sans présentation des documents les prestations ne seront pas considérées effectuées.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Décision après les vérifications quantitatives :

Conformément à l'article 29.1 du CCAG-FCS, l'issue des opérations de vérification quantitative, si les prestations de services effectuées sont non conformes aux stipulations de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure d'achever les prestations dans un délai qu'il prescrit.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérifications qualitatives.

Décisions après les vérifications qualitatives :

Conformément à l'article 29.2 du CCAG-FCS, à l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous :

Admission :

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations si celles-ci répondent aux stipulations de l'accord-cadre. La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de 31 jours à compter de la transmission du livrable attendu pour correspondre au reporting mensuel et au dépôt des factures (cf. Clause « Contrôle de gestion » du CCTP).

Ajournement :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée.

Conformément à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, cette décision invite le titulaire à présenter, à nouveau, au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point dans un délai de 15 jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 10 jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de 31 jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de 10 jours ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà d'un délai défini dans l'accord-cadre vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Réfaction :

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction du prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Rejet :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet total ou partiel.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations prévues.

13 - Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire selon les conditions de l'article 32 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 32.3 du CCAG - FCS, le prestataire devra se référer au CCTP.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, des pénalités :

Pénalité	Application	Valeur
Retard de fournitures des GRV, et autres contenants « mobiles » (support sac, caisses, ...)	Lorsque le délai contractuel de Mise en Ordre de Marche (MOM) dans le cadre de la location des contenants, <ul style="list-style-type: none">- lors de la mise en place du parc,- lors d'une commande pour un ajout,- lors d'une commande pour une modification du parc, est dépassé par le fait du titulaire.	Forfait : 20 € par jour de retard et par contenant concerné.
Retard de fournitures des compacteurs et des bennes	Lorsque le délai contractuel de Mise en Ordre de Marche (MOM) dans le cadre de la location des compacteurs et des bennes, <ul style="list-style-type: none">- lors de la mise en place du parc,- lors d'une commande pour un ajout,- lors d'une demande ponctuelle, est dépassé par le fait du titulaire.	Forfait : 80 € par jour de retard et par équipement concerné. Pour les compacteurs situés pelouse de Douet le forfait est de 100 €
Retard de collecte des GRV, des contenants « mobiles », des balles	Lorsque le délai contractuel de collecte n'est pas respecté, par le fait du titulaire. Pour les collectes régulières, le délai s'entend par la fréquence et la plage horaire planifiées entre l'acheteur et le titulaire. La pénalité commence à partir de la fin du délai autorisé. Pour les collectes ponctuelles, ou à titre exceptionnelle, le délai est contractuel est inscrit dans les pièces du marché, ou à défaut inscrit sur le bon de commande.	Forfait : 20 € par heure de retard et par point de collecte.
Retard de collecte et de restitution des compacteurs et des bennes	Lorsque le délai contractuel de collecte et/ou de restitution des compacteurs est dépassé par le fait du titulaire. Pour les collectes et restitutions régulières, le délai s'entend par la fréquence et la plage horaire	Forfait : 20 € par heure de retard, par équipement concerné.

	planifiées entre l'acheteur et le titulaire. La pénalité commence à partir de la fin du délai autorisé. Pour les collectes et restitution ponctuelles, ou à titre exceptionnelle, le délai est contractuel et inscrit dans les pièces du marché, ou à défaut inscrit sur le bon de commande.	Pour les compacteurs situés Pelouse de Douet chaque forfait est majoré de 20%.
Pénalités de retard de Remise en Ordre de Marche (ROM) des GRV	Lorsque le délai contractuel de Remise en Ordre de Marche (ROM) des GRV - dans le cadre de la maintenance tous risques, - et dans le cadre de de la procédure de sauvegarde, est dépassé par le fait du titulaire.	Forfait : 20 € par jour de retard et par GRV concerné.
Pénalités de retard de Remise en Ordre de Marche (ROM) des compacteurs	Lorsque le délai contractuel de Remise en Ordre de Marche (ROM) des compacteurs - dans le cadre de la maintenance tout risque, - et dans le cadre de de la procédure de sauvegarde, est dépassé par le fait du titulaire.	Forfait : 100 € par jour de retard et par compacteur concerné.
Retard sur ROM des bennes, et autres contenants	Lorsque le délai contractuel de Remise en Ordre de Marche (ROM) d'autres équipements dans le cadre de la maintenance tous risques, d'entretien, de remplacement, ou de la procédure de sauvegarde, est dépassé par le fait du titulaire.	Forfait : 50 € par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné et elles sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Autres pénalités

En cas de non-respect des prescriptions du CCTP, il est fait application des pénalités suivantes :

- depuis le jour de signalement de la panne par l'établissement, le titulaire dispose d'un délai maximum de 24 heures (hors dimanche et 1er mai) pour remettre le compacteur en état ou pour procéder à son remplacement.

Pénalité	Application	Valeur
Non-conformité des contenants (tous types) à la réglementation ou aux spécifications techniques demandées	Lorsqu'il y a non-conformité à la réglementation en vigueur ou au spécifications demandées (aspect, non vide, détérioré), par le fait du titulaire	Forfait : 100 € par contenant non conforme
Non-conformité du lavage d'un bac (hors compacteur)	En cas de rejet d'un établissement pour non-conformité ou mauvais lavage d'un contenant par le fait du titulaire. Ce rejet entraîne aussi l'obligation d'un nouveau transport aller-retour sans supplément de coût. Dans le cas où la non-utilisation d'un contenant aurait un impact sur le fonctionnement de	Forfait : 20 € par jour, jusqu'à rétablissement

	l'établissement, alors il pourra être utilisé malgré le constat de défaillance avec l'application de pénalité. Ce rejet entraîne aussi l'obligation d'un nouveau transport aller-retour sans supplément de coût. Dans le cas où la non-utilisation d'un compacteur aurait un impact sur le fonctionnement de l'établissement, alors il pourra être utilisé malgré le constat de défaillance avec l'application de pénalité.	
Non-conformité du lavage d'un compacteur	En cas de rejet d'un établissement pour non-conformité ou mauvais lavage d'un compacteur par le fait du titulaire.	Forfait : 80 € par jour, jusqu'à rétablissement
Indisponibilité du numéro d'urgence	En cas de panne d'un compacteur, si le numéro d'urgence est injoignable.	Forfait : 80 € par heure d'indisponibilité
Pénalité pour non restitution des palettes ou tout équipement appartenant à l'établissement	En cas de non restitution des palettes par le fait du titulaire	Forfait : 10 € par manquement
Mauvais repositionnement gênant	En cas de repositionnement gênant des conteneurs	Forfait : 50 €, avec repositionnement à effectuer
Pénalité pour mauvaises manutention des conteneurs et non-respect de l'environnement hospitalier	En cas d'observations de mauvaises pratiques de manutention et de non-respect de l'environnement hospitalier de par le fait du titulaire	Forfait : 150 € par manquement
Pénalité pour erreur d'acheminement	En cas d'acheminement des déchets sur un lieu d'installation différent de celui indiqué dans le mémoire technique, et pour lequel l'établissement n'aurait pas été informé du changement de destination,	Forfait : 150 € par manquement
Défaut de gestion, absence de réponse, non-conformité des documents	Cela comprend : - La non fourniture de tickets de pesée, la non fourniture de bons de collecte et d'intervention avec la facture, état récapitulatif mensuel et annuel. - L'absence de dépôt aux endroits fixés. - Les documents mal ou non renseignés - Absence de réponses liées à de l'assistance technique	Forfait : 20 € par manquement

Il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

Le montant total des pénalités n'est pas plafonné et elles sont cumulables.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.3 - Pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion

Les pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion prévue à l'article 16.1.5 du CCAG-FCS sont les suivantes :

Manquement constaté	Pénalité Forfaitaire applicable
Non-respect des obligations relatives à l'insertion	30 euros par heure d'insertion non réalisée.
Absence ou refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle	50 €

Les exonérations de pénalités en cas de difficultés d'exécution doivent respecter les conditions prévues à l'article 19.6 « Difficultés éventuelles de réalisation ». Dans ce cas, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles l'acheteur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- En cas d'évolutions technologiques ou réglementaires intervenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, ayant une incidence sur les prestations proposées par le titulaire et rendant nécessaire la modification de l'accord-cadre.
- En cas de mise en œuvre de la clause « Plan de Progrès » prévue par le présent CCAP, les propositions si elles sont acceptées, donnent lieu à la signature d'un avenant permettant d'ajouter les biens ou services concernés au présent accord-cadre.
- Dans la cadre de la remise en concurrence de la délégation de service de Bordeaux Métropole où sont traités les déchets actuellement ayant une incidence sur les prestations proposées par le titulaire et rendant nécessaire la modification du marché.

- Dans le cadre du développement de nouvelles filières REP ayant une incidence sur les prestations proposées par le titulaire et rendant nécessaire la modification du marché.

Dans ces cas le montant maximum pourra être modifié de 10%, le BPU pourra être ajusté, le cadre technique pourra être précisé.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Exécution par défaut

Conformément à l'article 45.1 du CCAG - FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

Avec Résiliation

Si un marché public est résilié aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de ce marché public, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire du marché public résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché public initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché public par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Sans Résiliation

Si le titulaire n'exécute pas une prestation prévue, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de ces prestations, aux frais et risques du titulaire. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de ce marché public, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire du marché public n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché public et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché public par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Dans cette hypothèse, le titulaire n'est pas admis à prendre part, directement ou indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

Dans le cadre de l'exécution du marché public, des règles spécifiques sont établies pour les lots 1, 2 et 4 afin de prendre en compte les exigences particulières propres à chacun de ces lots. Ces dispositions

complémentaires viennent préciser les modalités d'exécution, les critères techniques, ainsi que les obligations contractuelles spécifiques, garantissant ainsi une bonne adéquation entre les prestations attendues et les besoins de l'établissement. Il est impératif que les candidats et titulaires se conforment à ces règles particulières lors de la réalisation des prestations relatives aux lots concernés.

Règles spécifiques pour les lots 1, 2 et 4 :

Concernant les lots 1, 2 et 4, en raison de la nature des prestations, il existe un risque sanitaire élevé et un risque d'encombrement pouvant dégrader les conditions sanitaires au sein des hôpitaux. Pour ces raisons elles ne peuvent souffrir d'aucun retard. Dans ce cadre, l'acheteur fera procéder par un tiers à l'exécution aux frais et risques du titulaire des prestations sans mise en demeure :

Pour les lots 1 et 4 :

- En cas de carence des prestations de collecte des déchets supérieure à 30h.
- En cas de carence des prestations d'élimination des déchets supérieure à 72h.

Pour le lot 2 :

- En cas de carence des prestations de collecte supérieure à 72 heures.

Cette action sera accompagnée **d'un mail informant le titulaire de cette décision, et lui demandant une reprise immédiate de l'exécution de ses obligations contractuelles.**

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

19 - Clause d'insertion sociale pour le lot 1 uniquement

19.1 - Condition d'exécution relative à l'insertion de personnes éloignées de l'emploi

Conformément à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion précisé en annexe du CCAP et à l'acte d'engagement.

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion. Cette mission peut également être confiée, le cas échéant, à un facilitateur identifié dans les documents particuliers du marché.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

19.2 - Publics éligibles

Par dérogation à l'article 16.1.1 du CCAG-FCS, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent exclusivement de l'une des catégories suivantes :

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

1. Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :
 - a. personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
 - b. personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - i. mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - ii. salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
 - c. personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
 - d. personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
 - e. personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
 - f. personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.
2. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :
 - a. demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
 - b. bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
 - c. personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
 - d. bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
 - e. jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - i. sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - ii. diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
 - f. demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;

- g. jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- h. habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- i. personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- j. personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

19.3 - Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour le titulaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

1^{ère} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ;

2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire sous conditions précisées par l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail)
- D'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification
- D'une association intermédiaire

3^{ème} modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché

19.4 - Coordonnées du facilitateur

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur désigné ci-après, dont l'intervention et la mission sont précisées ci-dessous :

Claire CHATEIGNER - Facilitatrice Clause d'Insertion
 PLIE des Sources - Centre Commercial de la House - Chemin de la House - 33610 CESTAS
 06 65 95 58 45 - cchateigner@pliedessources.fr

La mission du PLIE est d'animer le territoire, de coordonner les différentes initiatives en matière d'accès à l'emploi et de mettre en place des synergies entre les différents acteurs locaux de l'emploi et de l'insertion pour apporter un service à valeur ajoutée aux entreprises et aux demandeurs d'emploi.

Ce dispositif bénéficie de cofinancements de l'Europe par le biais du Fonds Social Européen (FSE).

Le PLIE a pour missions :

- D'informer les entreprises soumissionnaires des dispositifs d'insertion
- D'apporter une assistance technique dans la définition de l'action d'insertion la plus appropriée
- De proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés et des structures d'insertion par l'activité économique
- De fournir la liste des opérateurs de l'insertion par l'activité économique concernés par les lots du marché et d'organiser leur mise en relation avec les entreprises
- De suivre de la bonne réalisation de l'action d'insertion

19.5 - Suivi et contrôle de l'action d'insertion

Conformément aux articles 16.1.4.2 à 16.1.4.5 du CCAG-FCS :

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.
- A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 1 mois.
- Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication tous les mois.

Ils comportent les justificatifs d'éligibilité des publics, des missions confiées et des heures réalisées suivants [date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, attestation trimestrielle d'heures d'insertion adressée au facilitateur, récapitulatif des factures, etc. ». NB : Cette liste doit être traitée en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (voir à la fin de l'annexe la clause RGPD)].

- Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :
 - o le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, établit pendant toute la durée du marché un bilan annuel sur la base des bilans transmis à l'acheteur ;
 - o le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, rédige un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché transmis à l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

19.6 - Difficultés éventuelles de réalisation

Le titulaire notifie à l'acheteur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'acheteur et le facilitateur, étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.
- En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge. Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

19.7 - Respect de la réglementation RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données personnelles des bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL. A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Durant cette période, le facilitateur met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

Ces organismes et le facilitateur s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.). Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable depuis le 25 mai 2018), le titulaire ou le bénéficiaire des clauses bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de ses données ou encore ou encore de limitation du traitement des données.

Le titulaire ou le bénéficiaire peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement. Dans le cadre de l'exercice de ses droits, le titulaire ou le bénéficiaire des clauses peuvent contacter le délégué à la protection des données par mél à compléter ou par courrier à compléter. Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

19.8 - Difficultés éventuelles de réalisation

Les pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion prévue à l'article 16.1.5 du CCAG-FCS sont précisées à l'article 14.3 du présent CCAP.

20 - Clauses complémentaires

20.1 - Cession de l'accord-cadre

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 et R2194-1 du code de la commande publique, la cession complète du marché public est possible sous réserve de l'accord express du pouvoir adjudicateur de l'établissement support.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'admissibilité du cessionnaire après réception de la demande de cession, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande de cession si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessous.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent accord-cadre et exécuter les obligations à la charge du titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

Dans sa demande de cession, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent accord-cadre pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- un numéro d'identification SIREN ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Après acceptation de la demande de cession, un avenant de transfert sera réalisé par le pouvoir adjudicateur.

Les conditions initiales de mise en concurrence de l'accord-cadre ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert.

Dans tous les cas, le titulaire respectera ses engagements contractuels.

20.2 - Les données administratives

Stipulations relatives aux formalités administratives liées à l'exécution : Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de l'établissement support de tout changement survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre concernant les :

- Sa raison sociale (nouveau nom, statut de l'entreprise ou adresse) en joignant un extrait Kbis du Registre du Commerce et une copie de l'extrait du Journal des Annonces Légales ;
- Son compte de règlement en joignant le nouveau relevé ;
- Le destinataire du paiement en joignant un courrier explicatif de ce changement avec un relevé de compte de paiement du nouveau destinataire, un extrait Kbis et un justificatif de délégation de signature.

20.3 - Stipulations relatives à l'application des conditions générales de vente

Les modalités propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'offre technique, notamment les conditions générales de vente, contradictoires avec les documents contractuels (CCAP, CCTP et CCAG/FCS) ne s'appliqueront pas au présent accord-cadre.

20.4 - Bilan semestriel

Le titulaire s'engage à transmettre à l'établissement support deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du titulaire en termes de volumétrie et en terme financier. Les dates de reporting demandées sont le 31 juillet pour les données du 1er janvier au 30 Juin (Semestre1) et le 31 janvier (N+1) pour les données du 1er Juillet au 31 décembre (semestre2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, quelle que soit la date de début et la date de fin de l'accord-cadre, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

- Numéro de marché
- Les données réalisées de tous les établissements bénéficiaires du marché,
- Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2025 - 30/06/2025 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.
- Quantité de produits et/ou services facturée
- Montant facturé en euros HT et TTC

Mode opératoire :

Le fichier devra être nommé selon la règle suivante : Nom du fournisseur_N° du marché_S12026 (pour 1er semestre 2026).

Le format fichier sera CSV ou Excel et envoyé par mail à l'adresse :

bilan.statistiques.p2h@chu-bordeaux.fr

21 - Plan de progrès

Dans le cadre de l'accord-cadre l'acheteur souhaite déployer des actions ayant pour objectif d'améliorer et d'optimiser la performance du marché (financière, technique, organisationnelle, sociale, environnementale).

Certains champs de travail ont été identifiés comme pouvant permettre de remplir ces objectifs. Il s'agit notamment de :

- L'optimisation des flux
- L'amélioration technique
- La diminution des coûts

- L'amélioration de l'impact environnemental

Ainsi, tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire peut proposer à l'acheteur des actions particulières et en lien avec l'objet de l'accord-cadre. Dans ces mêmes conditions l'acheteur peut proposer au titulaire des actions particulières et en lien avec l'objet de l'accord-cadre.

Le plan de progrès pourra être discuté à l'occasion des comités de marchés (Comité de pilotage) qui se tiendront pendant l'exécution de l'accord-cadre. La formulation de(s) proposition(s) peut être écrite ou oral, et ces actions peuvent être ponctuelles ou continues.

Si ces propositions sont acceptées le plan de progrès sera rédigé par les 2 parties et précisera les informations suivantes :

- L'(es) objectif(s) à atteindre
- Les actions à la charge du titulaire
- Les actions à la charge d l'acheteur
- Le calendrier prévisionnel
- Les modalités de partage des gains financiers
- Les indicateurs de mesure associée

Si le plan de progrès modifie les stipulations du marché, il sera contractualisé par un avenant qui précise les conditions de son exécution. Cet avenant ne peut modifier le marché de façon substantielle.

Si le plan de progrès ne modifie pas les stipulations du marché mais constitue uniquement des engagements latéraux, il sera formalisé par un courrier cosigné.

22 - Obligation d'égalité, de laïcité et de neutralité

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers. L'acheteur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire.

23 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge aux articles 27.2.2 et 27.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 30.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 32.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

ANNEXE 1

NOMBRE D'HEURES D'INSERTION A REALISER PAR LOT

N° du lot Marché	Intitulé du Lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser
1	Déchets assimilés aux ordures ménagères (DAOM) du CHU de Bordeaux et du CH Charles Perrens	60 heures par tranche de 100 000 € HT facturé

ANNEXE 2

LISTE DES ETABLISSEMENTS DU GHT ALLIANCE GIRONDE

N°	Etablissements	Adresse
1	CHU de Bordeaux (Etablissement support)	12 rue Dubernat 33404 TALENCE Cedex
2	CH Charles Perrens (Etablissement partie)	121 rue de la Béchade CS 81285 33076 Bordeaux Cedex